

REPUBLIQUE DU BURUNDI



SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA 17^{ème} CONFERENCE
DES PARTIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
ET LA 7^{ème} REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
KYOTO

Discours de son Excellence Monsieur le Ministre Burundais
de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire
et de l'Urbanisme à la COP17 / CMP7, 8 Décembre 2011.

***Excellences Messieurs les Chefs d'Etats et des
Gouvernements***

Madame la Présidente de la COP17/CMP7

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies

Madame le Secrétaire Exécutif de la CCNUCC

Mesdames, Messieurs les Ministres

Mesdames et Messieurs les Représentants des ONGs
Mesdames, Messieurs qui suivent la Conférence de
Durban à distance,

Au nom du Gouvernement du Burundi et en mon nom propre, c'est un honneur pour moi de prononcer ce discours au SEGMENT DE HAUT NIVEAU de la COP17 / CMP7 ici à Durban.

Je voudrais d'abord vous transmettre les chaleureuses salutations de son Excellence le Président de la République du BURUNDI Pierre NKURUNZIZA et du Peuple Burundais. Je voudrais ensuite remercier le Gouvernement et le peuple Sud Africain pour son accueil chaleureux et son hospitalité.

Ma délégation voudrait également se joindre aux autres Délégués pour présenter ses sincères condoléances à la famille de Monsieur MAMA Konaté, Président du SBSTA, au Gouvernement malien et à tous ses collègues négociateurs.

Honorable Assemblée

Le Burundi est un des pays à vulnérabilité accrue face aux changements climatiques qui vit d'une agriculture suivant un calendrier pluvial.

Cette dépendance au climat, avec de maigres moyens d'adaptation, frappent régulièrement la productivité de ce secteur qui, dans les conditions normales, constitue plus de 55 % du PIB.

Malgré les problèmes, le pays ne pense qu'à retrouver son image de paradis et à développer l'économie verte basée sur la vision 2025 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le Burundi s'est également acquitté de ses obligations en élaborant les deux communications nationales et le PANA. Leur mise en œuvre est en cours à travers un vaste programme national de reboisement et la réhabilitation des zones forestières dégradées.

Aussi, il importe de souligner que plusieurs programmes spécifiques dans les secteurs de l'énergie, l'agriculture, la santé, la gestion des déchets etc. ont commencé à intégrer les mesures d'adaptation et d'atténuation dans le but de s'associer à la communauté internationale.

Il reste cependant un long chemin à parcourir pour couvrir tous les besoins.

Auguste Assemblée,

Le Burundi reste confiant que les délibérations de Durban sur la question du Climat seront couronnées de succès notamment par l'opérationnalisation du fond vert climat et la 2^{ème} période d'engagement au Protocole de Kyoto, le seul instrument légal dont sont nés tous les mécanismes de réduction ambitieuses connus jusqu'à ce jour.

Il ne nous est pas permis de faire un retour en arrière car ça serait condamner à mort nos enfants et les générations futures.

Nous attendons en effet de ces présentes assises les résultats équilibrés entre le groupe de travail ad hoc sur l'action coopérative à long terme et le groupe de travail ad hoc sur le protocole de Kyoto.

Mr le Président,

L'urgence des financements pour élaborer et mettre en œuvre le plan d'adaptation national, l'appui à la REDD+, à l'économie verte et aux projets MDP s'impose ainsi que la répartition équitable des financements particulièrement pour le transfert de technologie et le renforcement des capacités.

Auguste Assemblé;

Je ne saurais enfin terminer mon propos sans vous souhaiter de bien achever l'année 2011, surtout en traçant une voie sûre pour la résolution définitive des questions liées aux changements climatiques.

Vivent la confiance et la solidarité entre les Nations
Je vous remercie !